



Donner un sens aux marchés publics

Les clauses d'insertion professionnelle dans les marchés publics

Bilan cumulé
du dispositif de l'AMO insertion

Mode d'emploi des clauses d'insertion
pour les opérateurs/prescripteurs de publics

Mode d'emploi des clauses d'insertion
pour les donneurs d'ordre

Mode d'emploi des clauses d'insertion
pour les entreprises

La philosophie du projet

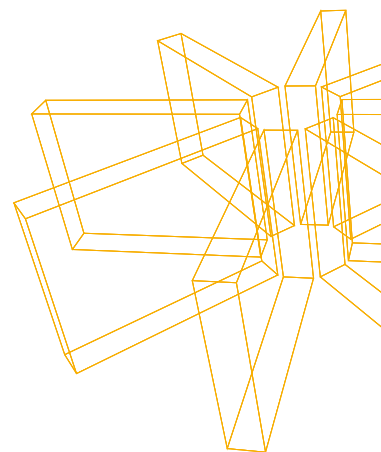
Les élus de Nantes Métropole constatent chaque jour une situation paradoxale, avec d'un côté des personnes à la recherche d'un emploi, et de l'autre des entreprises en manque de main-d'œuvre. La commande publique, qui représente environ 15 % du produit intérieur brut de la France, est un formidable levier à disposition des collectivités locales pour mettre en œuvre leur politique en faveur de l'emploi et de l'insertion. La commande publique peut ainsi doublement bénéficier au territoire, par les nouveaux équipements et infrastructures qu'elle crée, et par l'emploi qu'elle génère pour ses habitants.

Le code des Marchés publics permet d'obtenir des prestataires la réalisation d'une partie des travaux ou services par des personnes en situation d'insertion professionnelle.

Depuis juin 2004, le Conseil Communautaire de Nantes Métropole a décidé l'application de cette nouvelle disposition pour ses marchés de travaux, et a mis en place une cellule technique pour assister ses Services, les entreprises et les structures d'insertion par l'économie (SIAE) dans la mise en œuvre de ce dispositif. La construction du Zénith de l'agglomération, la ligne du Busway ou la requalification de la Route de Vannes font partie des réalisations marquantes ayant intégré cette « clause d'insertion ». Depuis, Nantes Métropole a été rejointe dans sa démarche par des communes de l'agglomération, et de nombreux autres chantiers ont bénéficié du dispositif.

Les partenariats tissés entre les entreprises, les collectivités, les SIAE et les prescripteurs de public relevant de l'insertion ont déjà permis à 48 % des personnes en insertion bénéficiaires de ce dispositif d'accéder à un emploi durable.

Ces partenariats ont vocation à s'amplifier encore pour contribuer à l'emploi durable pour tous comme au développement économique dans l'agglomération.



Le dispositif clauses d'insertion se fonde sur plusieurs dispositions du Code des Marchés Publics :

L'art. 5 prévoit, dans le cadre de la définition du besoin, la prise en compte par les pouvoirs adjudicateurs des objectifs du Développement Durable.

L'art. 14 permet aux pouvoirs adjudicateurs de définir des conditions d'exécution comportant des éléments à caractère social qui répondent à des

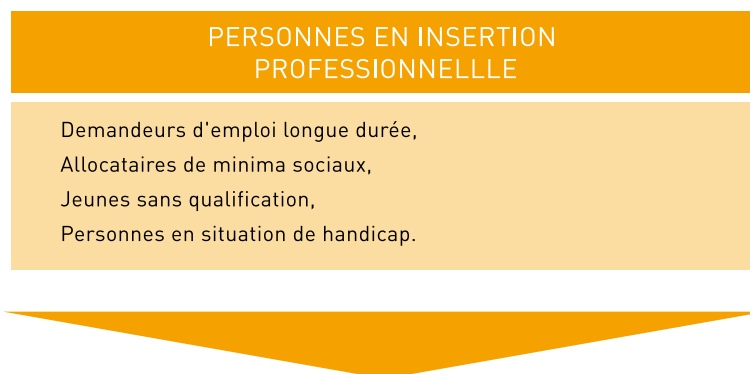
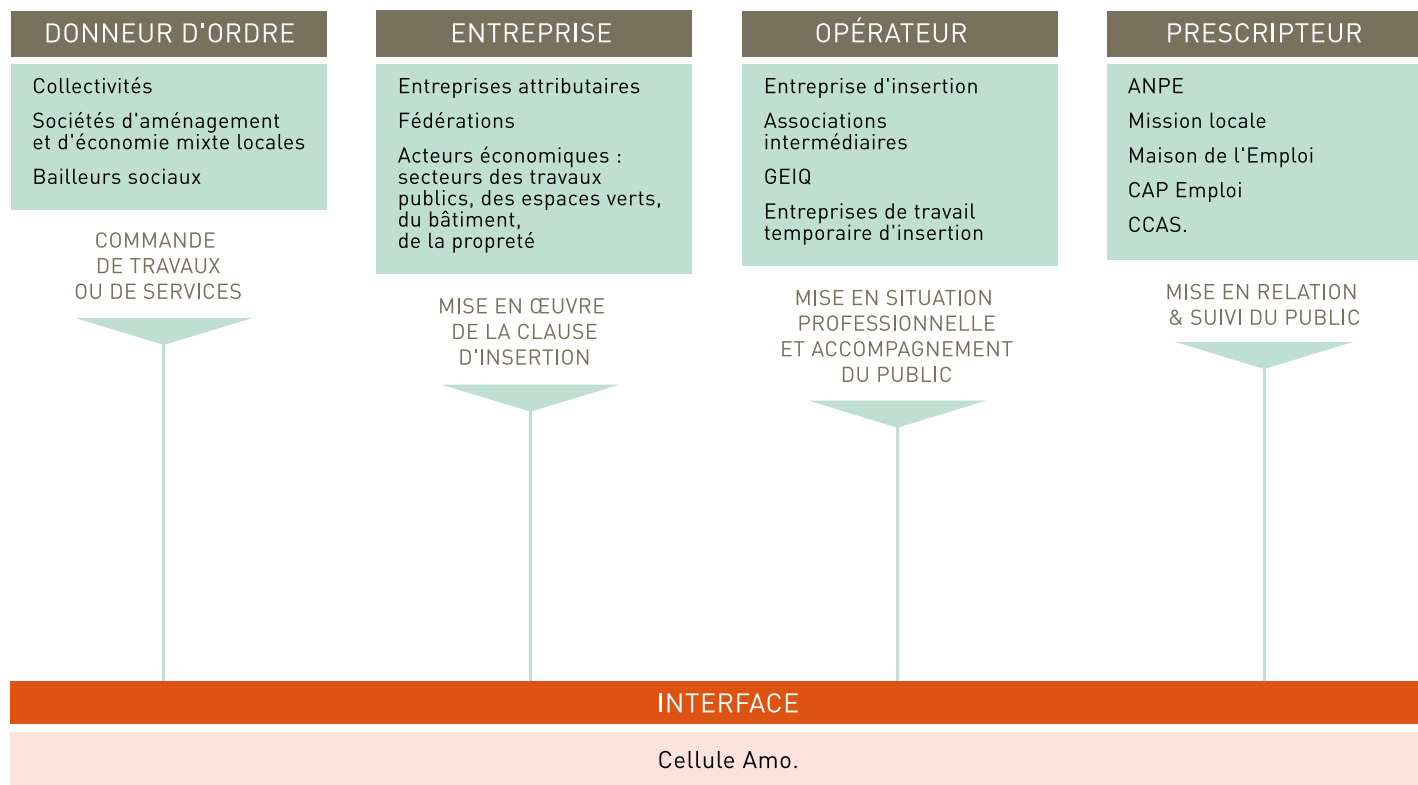
objectifs de développement durable conciliant développement économique et progrès social.

L'art. 53-I-1° liste les critères pouvant être utilisés pour identifier l'offre économiquement la plus avantageuse, dont les performances en matière d'insertion professionnelle des publics en difficulté.

L'objectif des clauses d'insertion dans les marchés publics :

L'accès à l'emploi pour les publics en parcours d'insertion professionnelle : demandeurs d'emploi longue durée, personnes en situation de handicap, jeunes de 16 à 25 ans sans qualification et/ou inscrits à la Mission Locale, allocataires de minima sociaux (RMI, API, ASS...) et publics issus des quartiers relevant de la politique de la Ville.

L'enjeu du dispositif est de favoriser la pérennisation des emplois proposés aux personnes en insertion, ce qui rejoint la préoccupation des entreprises des secteurs qui connaissent des difficultés de recrutement.



EMPLOI DURABLE ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE



La cellule Assistance, Maîtrise d'œuvre Insertion

- Comment lancer ou répondre à un marché public comprenant une clause d'insertion ?
Quelle est la réglementation ?
Quelles sont les prestations pouvant intégrer une clause d'insertion ?
- Avec qui ?
Quand et comment s'associer avec un opérateur d'insertion ?
Comment mettre en contact les entreprises et le public bénéficiaire ?
- Comment s'assurer que les capacités des bénéficiaires correspondent aux entreprises ?
- Quelles sont les démarches et les étapes indispensables dans la mise en œuvre de la clause d'insertion professionnelle ?
- Comment suivre et rendre compte des résultats de la clause sur le public en insertion ?

La Cellule d'assistance crée l'interface entre les donneurs d'ordre, les acteurs économiques, les fédérations d'entreprises, les structures d'insertion par l'économie, la Maison de l'Emploi de l'agglomération nantaise, l'ANPE, la Mission Locale CAP Emploi et les entreprises des 5 secteurs concernés en priorité par les travaux donnant lieu à des clauses d'insertion (bâtiment, travaux publics, espaces verts/environnement, propreté, collecte des déchets).

Elle anime un groupe de travail avec les opérateurs et prescripteurs de publics pour la fluidité du dispositif.

Elle soutient et valorise l'image des entreprises qui ont de bonnes pratiques de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences ou de responsabilité sociale.

Partenaires de la cellule

Maison de l'Emploi

ANPE

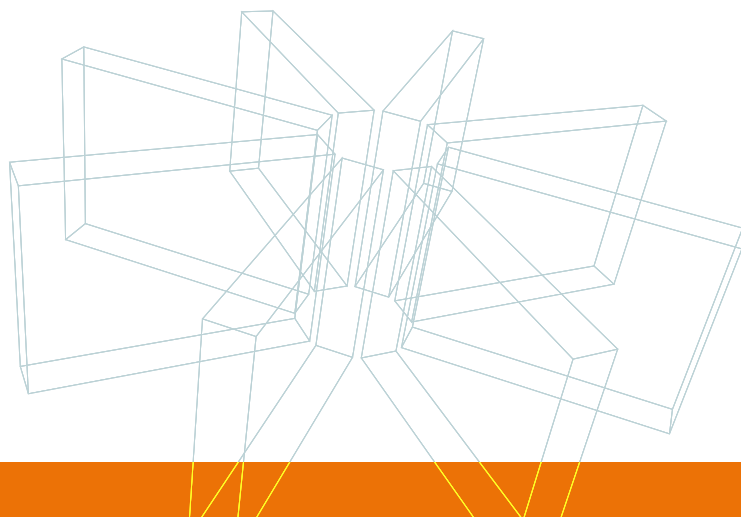
Mission Locale

Insérim

CAP Emploi

GEIQ BTP44

GEIQ Propreté44.

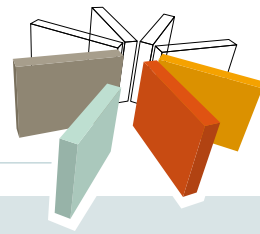


Donneurs d'ordre associés au dispositif



www.nantesmetropole.fr

Bilan cumulé au 30 juin 2007 du dispositif d'AMO insertion



183 opérations contenant une clause d'insertion professionnelle.

133 entreprises mobilisées sur ces chantiers, dont 39 entreprises de travaux publics et 66 du bâtiment.

345 000 heures dédiées à l'insertion dans ces chantiers.

186 équivalents temps plein ramenés sur 12 mois.

434 bénéficiaires d'un contrat de travail, dont 41 % de jeunes de moins de 26 ans, 27 % de demandeurs d'emploi de longue durée, 13 % de bénéficiaires du RMI, et 8 % de personnes en situation de handicap.

75 % des bénéficiaires accompagnés par une structure d'insertion par l'activité économique.

48 % des personnes bénéficiaires ont accédé à un emploi ou à une qualification à la fin de leur contrat de travail.

70 % de la clause mis en œuvre par des opérateurs d'insertion.

Les principaux chantiers concernés

Le Zénith de Nantes Métropole : 10 080 heures d'insertion demandées, 11 753 heures réalisées par 84 bénéficiaires.

La Mairie de Chantenay : 1 510 heures demandées, 2 178 heures réalisées par 8 bénéficiaires.

La piscine de Malakoff : 8 000 heures demandées, 8 310 heures réalisées par 34 bénéficiaires.

L'aménagement de la Route de Vannes : 8 160 heures demandées, 8 343 heures réalisées par 33 bénéficiaires.

La ligne du Busway : 21 930 heures demandées, 26 735 heures réalisées par 69 bénéficiaires.

La médiathèque Doulon : 2 160 heures demandées, 2 567 heures réalisées par 15 bénéficiaires.

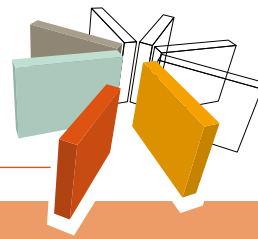
Les principaux postes occupés

Aide-maçon, poseur en menuiserie, peintre, manœuvre en bâtiment, ouvrier du bâtiment, ouvrier en terrassement, ouvrier d'entretien d'espaces verts, ouvrier d'exécution TP, ouvrier VRD, coffreur bancheur, plombier, métallier en atelier, poseur de cloisons, agent de propreté.



www.nantesmetropole.fr

Mode d'emploi des clauses d'insertion pour les donneurs d'ordre



Le cadre juridique

Les donneurs d'ordre adhérant au dispositif souhaitent mettre en œuvre des actions concrètes en faveur de l'insertion par l'activité économique dans les secteurs d'activités caractérisés par des emplois peu ou pas qualifiés et qui connaissent ou anticipent des difficultés de recrutement. Dans les marchés publics que les donneurs d'ordre lancent sur ces secteurs économiques, il font le choix, si le marché le permet, d'affirmer une action d'insertion au futur titulaire du marché.

L'identification de la faisabilité de l'introduction d'une clause dans un marché public est liée à plusieurs critères : la durée du marché, son montant, la technicité des prestations et travaux, la part de main-d'œuvre nécessaire. La possibilité de mobiliser des personnes en insertion possédant les capacités requises est également à vérifier auprès des opérateurs-prescripteurs de public.



La boîte à outils de la Cellule AMO Insertion pour les donneurs d'ordre

- Étude de faisabilité d'une démarche d'insertion dans une commande publique de travaux ou de services.
- Assistance pour la rédaction de pièces du marché valides sur le plan juridique et tenant compte de la jurisprudence.
- Analyse des offres sur les critères d'insertion.
- Suivi et évaluation du dispositif.

La mise en œuvre

La clause d'insertion professionnelle est une condition d'exécution du marché et comporte les éléments suivants :

Un volume horaire minimum

Les pièces du marché précisent le nombre minimum d'heures d'insertion souhaité pour la réalisation des travaux ou services concernés. Seules les heures effectuées dans le cadre du marché attribué seront prises en compte.

Les offres prévoyant un volume d'insertion supérieur à celui imposé par le cahier des charges seront valorisées.

Un public bénéficiaire

- Demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE depuis plus d'un an en continu ou depuis plus de deux ans en chômage récurrent,
- Bénéficiaires des minima sociaux,
- Demandeurs d'emploi bénéficiant de l'Allocation Parent Isolé,
- Travailleurs handicapés reconnus par la COTOREP,
- Jeunes ayant un faible niveau de qualification,
- Jeunes n'ayant jamais travaillé et inscrits auprès du relais 16/25 ans des Missions Locales.



Des objectifs qualitatifs

Ces objectifs, annexes à l'objet principal du marché, visent à permettre que l'action d'insertion apporte une plus value tant à ses bénéficiaires qu'à l'entreprise.

L'exécution de la clause doit permettre aux bénéficiaires d'acquérir une réelle expérience professionnelle et de participer à la résolution des problèmes sociaux qu'ils rencontrent potentiellement par ailleurs.

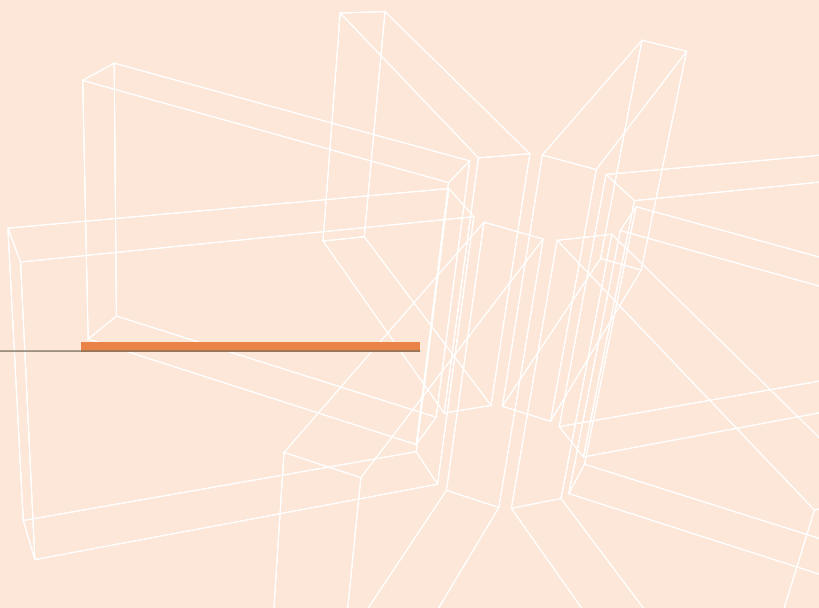
L'investissement de l'entreprise pour permettre aux bénéficiaires d'acquérir des savoir-être et savoir-faire renforce l'opportunité de les intégrer au sein de ses effectifs et de résoudre ses difficultés de recrutement.

Un suivi et une évaluation

Le suivi du respect de la clause d'insertion par l'entreprise prestataire du marché se fait mensuellement, par la transmission par l'entreprise d'une fiche de suivi des bénéficiaires en situation d'insertion (nombre d'heures de travail réalisées, typologie et durée des contrats...).

A l'issue du marché, l'entreprise transmet au donneur d'ordre un bilan de l'action d'insertion menée qui précisera notamment les savoir-faire et savoir-être acquis ainsi que les perspectives envisagées pour les bénéficiaires.

Le non respect de la clause pourra aboutir à une pénalisation financière du titulaire telle que définie par le marché.



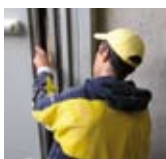
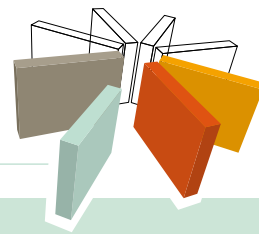
Principaux donneurs d'ordre participant au dispositif clauses d'insertion à ce jour

Nantes Métropole	SEMITAN
Nantes	Nantes Aménagement
Rezé	SAMOA
Bouguenais	Loire Océan Développement
La Chapelle sur Erdre	SELA
Saint-Herblain	Nantes Culture et Patrimoine
Réseau Ferroviaire de France	Nantes Habitat

Octobre 2007

www.nantesmetropole.fr

Mode d'emploi des clauses d'insertion pour les entreprises



Le cadre juridique

Un marché public peut prévoir un nombre minimal d'heures travaillées par des personnes en situation d'insertion professionnelle pour la réalisation des travaux ou services concernés. Cette clause dite d'insertion professionnelle concerne principalement, dans l'agglomération nantaise, les secteurs du bâtiment, des travaux publics, du nettoyage, de l'environnement et des espaces verts.

En réponse à un appel d'offres pour un tel marché, l'entreprise doit préciser les modalités de mise en œuvre de la clause et s'engager à respecter le volume minimum d'heures d'insertion demandées par le donneur d'ordre, voire proposer un volume supérieur.

La boîte à outils de la Cellule AMO Insertion pour les entreprises soumissionnaires et prestataires

- L'information et l'accompagnement au stade de la réponse à l'appel d'offres (modalités de mise en œuvre de la clause)
- La mise en relation avec des opérateurs ou prescripteurs de public
- La mise en contact avec des structures d'insertion par l'économie à même de réaliser la co- ou la sous-traitance
- L'information de l'entreprise sur les possibilités de formation pour les bénéficiaires en insertion
- Le suivi et l'évaluation de la réalisation de la clause d'insertion

La mise en œuvre

Une fois le marché notifié, l'entreprise applique les modalités d'exécution de la clause d'insertion. L'ensemble des heures d'insertion doit être affecté à l'exécution du marché considéré.

Pour répondre à son engagement au bénéfice de l'action d'insertion, l'entreprise peut :

- Soit recruter directement les bénéficiaires : demandeurs d'emploi longue durée, personnes en situation de handicap, jeunes de 16 à 25 ans sans qualification et/ou inscrits à la Mission Locale, allocataires de minima sociaux. Les contrats de travail sont transmis au maître d'œuvre.
- Soit confier à une entreprise de travail temporaire d'insertion ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification la mise à disposition de personnel pour la réalisation de tout ou partie des heures d'insertion.
- Soit sous-traiter ou co-traiter tout ou partie des heures d'insertion à une entreprise d'insertion.
- Soit confier à une Entreprise de Travail Temporaire, dont le projet d'insertion a été accepté par Nantes Métropole, la mise à disposition de personnel pour la réalisation de tout ou partie des heures d'insertion.

Pendant la réalisation des travaux, l'entreprise a des contacts réguliers avec l'AMO Insertion, qui se déplace sur les chantiers pour s'assurer de la bonne mise en œuvre de la clause.





L'entreprise transmet chaque mois une fiche de suivi pour attester de la bonne réalisation de la clause d'insertion au maître d'œuvre pour les marchés de travaux ou à la Direction pilote pour les marchés de services.

Le rôle attendu pendant la réalisation du marché

Dans le cadre de l'action d'insertion, le rôle de l'entreprise titulaire du marché est le suivant :

Accueillir les personnes en insertion et leur apporter les formations et explications nécessaires à l'exécution des tâches qui leur sont confiées

ainsi que les équipements matériels nécessaires, y compris les équipements de protection individuelle indispensables. Les tâches confiées doivent être identifiées dans la perspective de fournir aux bénéficiaires une réelle expérience professionnelle.

Suivre et contrôler la bonne exécution des tâches confiées.

Ceci fait l'objet d'une évaluation des bénéficiaires pouvant aboutir soit à la poursuite de la mission avec le cas échéant une évolution des tâches confiées, soit à un constat de non aptitude qui conduira au remplacement du bénéficiaire concerné. Le titulaire demeure lié par son engagement de volume horaire et par les objectifs qualitatifs fixés au marché.

Organiser l'encadrement professionnel afin d'identifier un éventuel problème social (logement, santé...) qui pourrait remettre en cause le bon déroulement de l'action d'insertion professionnelle. Dans ce cas, le titulaire doit alerter l'opérateur d'insertion qui a en charge le suivi social du bénéficiaire concerné.

A l'issue du marché, l'entreprise transmet au donneur d'ordre (ainsi, le cas échéant, qu'à l'opérateur d'insertion qui suit leur parcours) un bilan de l'action d'insertion menée qui précisera notamment les savoir-faire et savoir-être acquis ainsi que les perspectives envisagées pour les bénéficiaires.

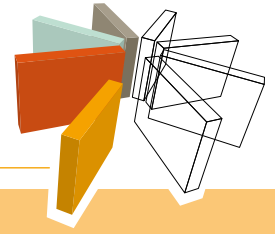
Le non respect de la clause pourra aboutir à une pénalisation financière du titulaire telle que définie par le marché.



Octobre 2007

www.nantesmetropole.fr

Mode d'emploi des clauses d'insertion pour les opérateurs/prescripteurs de publics



Le cadre juridique

Un marché public peut, au titre de l'article 14 du nouveau code des marchés, comporter une clause d'insertion professionnelle qui pose comme condition de conformité de l'offre qu'une partie des travaux soit réalisée par du public en situation d'insertion professionnelle.

Ce même marché peut, au titre de l'article 53 du code des marchés publics, intégrer la performance du soumissionnaire en terme d'insertion comme critère d'attribution.

La boîte à outils de la Cellule AMO Insertion à destination des opérateurs et prescripteurs du publics

- La mise en relation de l'entreprise titulaire du marché et des opérateurs et prescripteurs de public.
- La coordination des opérateurs et des prescripteurs via un groupe de travail trimestriel.

La mise en œuvre

Le prescripteur (Maison de l'Emploi, ANPE Mission locale, PLIE, CAP EMPLOI)

Il répond au besoin de recrutement en direct de l'entreprise attributaire du marché : il lui présente des candidats répondant à la typologie du public cible pour réaliser les tâches identifiées dans une fiche d'offre.

Le prescripteur réalise ensuite le suivi des bénéficiaires dans le cadre de leur parcours d'insertion professionnelle.

L'Opérateur

L'entreprise d'insertion (E.I.)

Comme toute entreprise, son activité est exercée aux conditions du marché. Elle embauche, dans le cadre de contrat de travail à durée déterminée d'une durée maximale de 2 ans, des personnes en situation de précarité qui doivent bénéficier d'un agrément ANPE. Elles sont encadrées par des salariés permanents pour l'acquisition de savoir-faire techniques et de savoir-être sociaux.

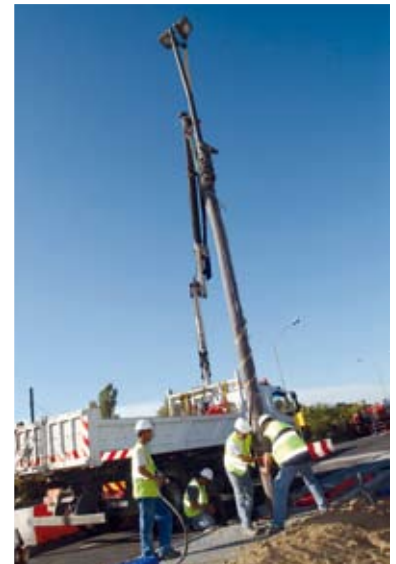
L'entreprise de travail temporaire d'insertion (E.T.T.I.)

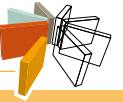
Structure d'insertion, elle évolue dans le cadre réglementaire du travail temporaire. Elle doit être préalablement déclarée à l'autorité administrative et obtenir les garanties financières correspondantes. Elle utilise les offres d'emploi du secteur du travail temporaire pour les proposer exclusivement à des personnes rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi et bénéficiant d'un agrément de l'ANPE.

Les salariés en insertion bénéficient d'un suivi et d'un accompagnement social et professionnel, tant au cours de leur mission qu'entre les missions. Ils bénéficient également d'une aide à la recherche d'emploi dans les conditions habituelles du marché du travail.

L'association intermédiaire (A.I.)

Souvent porte d'entrée dans un parcours d'insertion professionnelle par l'activité économique, l'A.I. a pour objet la mise à disposition auprès





d'entreprises, d'associations, de particuliers ou de collectivités locales de personnes sans emploi, cela à titre onéreux mais dans un but non lucratif.

La mise en situation permet de mesurer les capacités de retour à l'emploi des personnes en insertion.

Le groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (G.E.I.Q.)

2 GEIQ sont à ce jour concernés par les secteurs d'activités liés à la clause d'insertion dans la commande publique sur le territoire de Nantes Métropole : ce sont les GEIQ BTP et le GEIQ PROPRETE.

Le GEIQ est un groupement associatif d'employeurs, régi par le code du travail, et créé et animé par les employeurs qui le composent. Il a pour mission centrale l'organisation de parcours d'insertion et de qualifications professionnelles au profit de demandeurs d'emploi ciblés par le dispositif clause d'insertion.

Il embauche des salariés en contrats de professionnalisation et les met à disposition des employeurs adhérents au groupement. Il organise aussi leur formation et les accompagne individuellement. La finalité du GEIQ est que les salariés soient embauchés à terme dans une entreprise membre ou non du groupement.

Le rôle attendu pendant la réalisation du marché

L'objectif de l'opérateur ou du prescripteur est la mise en situation de travail du public en insertion avec un accompagnement personnalisé.

Dans le cadre du partenariat mis en place avec l'AMO, le rôle de l'opérateur et du prescripteur est :

- La mise en situation de travail ou mise en relation du public avec l'entreprise.
- L'accompagnement professionnel du public visant à faciliter l'accès à l'emploi durable des publics (tutorat dans l'entreprise, formations, évaluations des compétences comportementales et techniques).
- L'accompagnement social visant à lever les freins à l'emploi (actions de mobilisation, logement, santé, alphabétisation...).
- La réalisation d'un bilan quantitatif permettant à l'AMO de valider la réalisation de la clause d'insertion.
- La communication de bilans qualitatifs sur l'accompagnement du public ayant bénéficié de contrats de travail.

